

# PORT DE PORT-VENDRES

---



**COMPAGNIE PORT-VENDRAISE**

---

## DROITS DE PORT

# 2024

*(prix H.T)*

*Applicables à compter du 01/01/2024*

## ANNEXE I

**Droits de port dans le port de commerce de PORT- VENDRES  
Institués en application du Code des transports, 5<sup>ème</sup> partie,  
Livre III : les ports maritimes.**

### Section 1

#### Redevance sur le navire

##### Article 1<sup>er</sup> - Conditions d'application de la redevance

1.1. Il est perçu sur tout navire de commerce dans la zone A du port de PORT-VENDRES une redevance en Euro par millier de m<sup>3</sup> selon les dispositions arrêtées par l'exploitant, déterminée en application des dispositions de l'article R.5321-30 du Code des Transports.

Types & catégories de navires		Entrée	Sortie
		€/ 1000 m <sup>3</sup>	€/ 1000 m <sup>3</sup>
<b>1</b>	Paquebots		
<b>1.a</b>	- de croisière	<b>50</b>	<b>50</b>
<b>1.b</b>	- Ferry, autres	<b>96</b>	<b>96</b>
<b>2</b>	Navires transbordeurs	<b>210</b>	<b>210</b>
<b>3</b>	Navires transportant des hydrocarbures liquides	<b>197</b>	<b>197</b>
<b>4</b>	Navires transportant des gaz liquéfiés	<b>197</b>	<b>197</b>
<b>5</b>	Navires transportant principalement des marchandises liquides en vrac autres que hydrocarbures	<b>197</b>	<b>197</b>
<b>6</b>	Navires transportant des marchandises solides en vrac	<b>197</b>	<b>197</b>
<b>7</b>	Navires réfrigérés ou polythermes	<b>144</b>	<b>144</b>
<b>8</b>	Navires de charge à manutention horizontale	<b>210</b>	<b>210</b>
<b>9</b>	Navires porte-conteneurs	<b>165</b>	<b>129</b>
<b>10</b>	Navires port-barges	<b>165</b>	<b>165</b>
<b>11</b>	Aéroglisteurs et hydroglisteurs	<b>165</b>	<b>165</b>
<b>12</b>	Navires autres que ceux désignés ci-dessus	<b>213</b>	<b>213</b>

**navires de 0 à 499 m<sup>3</sup> : exonérés  
navires de 500 à 999 m<sup>3</sup> : 50% du tarif**

1.2. La zone A est définie comme suit : Zone A - l'ensemble de la zone portuaire située à l'intérieur des limites administratives du port.

1.3. Lorsqu'un même navire est amené à débarquer ou à transborder des passagers ou des marchandises successivement dans différentes zones du port, il est soumis une seule fois à la redevance sur le navire, dans celle des zones où il a accosté pour laquelle le taux est le plus élevé. Le type du navire et les modulations et abattements dont il fait l'objet sont déterminés en considérant l'ensemble des opérations de débarquement ou de transbordement effectuées par ce navire dans le port.

Des dispositions identiques sont applicables lorsqu'un même navire est amené à embarquer ou à transborder des passagers ou des marchandises, successivement dans différentes zones du port.

1.4. Lorsqu'un navire ne débarque ou ne transborde ni passagers ni marchandises, n'embarque ni passagers ni marchandises, la redevance sur le navire n'est liquidée qu'une fois à l'entrée.

1.5. La redevance sur le navire n'est liquidée qu'une fois à la sortie :

- lorsque le navire n'effectue aucune opération commerciale ;
- lorsque le navire n'effectue que des opérations de soutage ou d'avitaillement ou de déchargement de déchets d'exploitation ou de résidus de cargaison. Dans ce cas, elle est fixée à **801,68 €**.

1.6. En application des dispositions de l'article R.5321-32 du Code des Transports, la redevance sur le navire n'est pas applicable aux navires suivants :

- navires affectés à l'assistance aux navires, notamment aux missions de pilotage, de remorquage, de lamanage et de sauvetage ;
- navires affectés à la récupération des déchets et à la lutte contre la pollution ;
- navires affectés aux dragages d'entretien, à la signalisation maritime, à la lutte contre l'incendie et aux services administratifs ;
- navires en relâche forcée qui n'effectuent aucune opération commerciale ;
- navires qui, ne pouvant avoir accès à une installation portuaire, sont contraints d'effectuer leurs opérations de débarquement, d'embarquement ou de transbordement en dehors du port ;
- la redevance est facultative pour les navires affectés à des missions culturelles ou humanitaires ou présentant un intérêt général pour le patrimoine maritime.

1.7. En application des dispositions de l'article R.5321-51 du Code des Transports :

- le minimum de perception des droits de port est fixé à **104,71 €**
- le seuil de perception des droits de port est fixé à **52,30 €**.

## Article 2

Dispositions relatives aux modulations en fonction du rapport transport effectif par rapport à la capacité du navire dans son activité dominante, par type et catégorie de navires, en application des dispositions des alinéas I, II et III de l'article R.5321-24 du Code des Transports.

2.1. Les modulations applicables aux navires par type et catégorie transportant des passagers sont déterminées en fonction du rapport existant entre le nombre de passagers débarqués, embarqués ou transbordés et la capacité d'accueil du navire en passagers dans les conditions suivantes :

Rapport inférieur ou égal à 2/3	modulation de 10 %
Rapport inférieur ou égal à 1/2	modulation de 30 %
Rapport inférieur ou égal à 1/4	modulation de 50 %
Rapport inférieur ou égal à 1/8	modulation de 60 %
Rapport inférieur ou égal à 1/2°	modulation de 70 %
Rapport inférieur ou égal à 1/5°	modulation de 80 %
Rapport inférieur ou égal à 1/1°	modulation de 95 %

2.2. Les modulations applicables aux navires transportant des marchandises sont déterminées en fonction du rapport existant entre le tonnage de marchandises débarquées, embarquées ou transbordées et le volume V du navire calculé en application de l'article R.5321-20 du Code des Transports.

Pour tous les types de navires qui transportent des marchandises, lorsque le nombre de tonnes de marchandises embarquées, débarquées ou transbordées et le volume V du navire calculé en application de l'article R.5321-20 précité, est égal ou inférieur aux taux ci-après, le tarif d'entrée ou le tarif de sortie est modulé dans les proportions ci-après :

Rapport inférieur ou égal à 2/15	modulation de 10 %
Rapport inférieur ou égal à 1/10	modulation de 30 %
Rapport inférieur ou égal à 1/20	modulation de 50 %
Rapport inférieur ou égal à 1/40	modulation de 60 %
Rapport inférieur ou égal à 1/100	modulation de 80 %
Rapport inférieur ou égal à 1/250	modulation de 90 %
Rapport inférieur ou égal à 1/500	modulation de 95 %

**2.3.** Les modulations prévues aux nos 2.1 et 2.2 ci-dessus ne s'appliquent pas aux navires n'effectuant que des opérations de soutage ou d'avitaillement ou de déchargement de déchets d'exploitation ou de résidus de cargaison.

### **Article 3**

Dispositions relatives aux modulations en fonction de la fréquence des touchées en application du V de l'article R.5321-24 du Code des Transports.

**3.1.** Pour les navires des lignes régulières ouvertes au public selon un itinéraire et un horaire fixés à l'avance, les taux de la redevance par type de navire font l'objet de l'abattement suivant en fonction du nombre des départs de la ligne sur la période année civile :

du 1 au 9 départ inclus	pas d'abattement
du 10 au 25 départ inclus	abattement de 20 %
du 26 au 50 départ inclus	abattement de 30 %
au-delà du 50ème départ	abattement de 45 %

**3.2.** Pour les navires qui, sans appartenir à des lignes régulières, fréquentent habituellement le même port, les taux de la redevance par type de navire font l'objet des abattements suivants en fonction du type de navire et du nombre des départs sur la période année civile sans que cet abattement n'excède 30 % des taux indiqués au 1 de l'article 1er :

de la 1 à la 9 touchée incluse	pas d'abattement
de la 10 à la 15 touchée incluse	abattement de 5 %
au-delà de la 15ème touchée	abattement de 20 %

**3.3.** Les abattements prévus au présent article ne peuvent se cumuler avec ceux mentionnés à l'article 2. Lorsque le redevable satisfait également aux conditions dudit article 2, il bénéficie du traitement le plus favorable.

### **Article 4**

Dispositions relatives à l'abattement supplémentaire prévu à l'article R.5321-25 du Code des Transports.

***Sans objet.***

**Article 5**

Dispositions relatives aux possibilités de modulations prévues à l'article R.5321-27 du Code des Transports.

*Sans objet.*

**Article 6**

Dispositions relatives aux forfaits prévus à l'article R.5321-28 du Code des Transports.

*Sans objet.*

## Section 2

### Redevance sur les marchandises

#### Article 7

Conditions d'application de la redevance sur les marchandises prévues aux articles R.5321-30 à R.5321-33 du Code des Transports.

7.1. Il est perçu sur les marchandises débarquées, embarquées ou transbordées dans le port de PORT-VENDRES, dans la zone A définie au 1.2 de l'article 1<sup>er</sup> du présent tarif, une redevance soit au poids, soit à l'unité, déterminée en application du code NST 2007 selon les modalités suivantes :

Cf. Tableaux pages 8 et 9.

7.2. *Sans objet.*

## I. REDEVANCE AU POIDS BRUT (\*\*)

(En euros par milliers de tonnes)

NST/R (1)	NST 2007 (1)				Désignation des marchandises	Débarquement	Embarquement Transbordement
	Division	Groupe	Catégorie	Sous-Cat.			
					<b>TAXATION AU POIDS BRUT (En euros / milliers de tonnes)</b>	<b>€</b>	<b>€</b>
01	01	01.1			Céréales	430	370
02	01	01.2			Pommes de terre	1030	680
03	01	01.4			Autres légumes frais ou congelés et fruits frais (sauf bananes)	1000	610
352	01	01.4	01.22.1	01.22.12	Bananes	1000	730
04	05	05.1	13.10.2		Matières textiles et déchets	500	370
	05	05.1	13.10.3				
	05	05.1	13.94.2				
	05	05.1	14.13.4				
05	01	01.5			Bois et liège	590	350
	06	06.1	16.10.1				
	06	06.1	16.10.3				
	06	06.1	16.29.2				
09	08	08.2	20.14.7	20.14.72	Autres matières premières agricoles animales ou végétales	1130	530
	01	01.A					
	01	01.6					
	01	01.7	01.27.1	01.27.14			
	01	01.7	01.29.3				
11	04	04.8	10.81.1		Sucres	790	370
12	04	04.7			Boissons	870	300
13	01	01.7	01.27.1		Stimulants et épicerie	1180	670
	04	04.8					
14	01	01.A	01.47.2		Denrées alimentaires périssables ou semi-périssables et conse	1470	670
	04	04.1					
	04	04.2	10.20.1				
	04	04.2	10.20.2				
	04	04.5					
16	04	04.6	10.61.3		Denrées alimentaires non périssables et houblon	1130	530
	01	01.7	01.28.2				
	04	04.3					
17	01	01.7	01.11.5	01.11.50	Aliments pour animaux et déchets alimentaires	540	300
	01	01.7	01.19.1	01.19.10			
	04	04.6	10.91.1				
	04	04.6	10.91.2				
18	01	01.7	01.11.8		Oléagineux	540	300
	04	04.4					
02	02	02.1			Combustibles minéraux solides	330	240
	03	03.5	08.92.1				
	07	07.1	19.10.1				
31	02	02.1			Pétrole brut	240	140
32	07	07.4			Dérivés non énergétiques	330	240
33	02	02.3			Hydrocarbures liquéfiés gazeux	330	240
	07	07.3					
34	07	07.2			Dérivés énergétiques	330	240
04	03	03.1			Minerais de fer, autres minéraux et déchets pour métallurgie	330	240
	03	03.2					
	03	03.6					
	14	14.2	38.11.5				
05	10	10.1			Produits sidérurgiques	420	300
	10	10.3					
06	03				Minéraux et matériaux de construction	430	240
	09						
07	08	08.3			Engrais	430	240
08	08	08.1			Produits chimiques	750	450
	08	08.2					
	08	08.5	20.59.5				
09	05				Machine véhicule objets manufacturés (1)	1880	1870
	06						
	08	08.5					
	08	08.6					
	09	09.1					
	09	09.3					
99	10 à 17				Autres marchandises	1830	900
	10.2						
	10.4						
	12.2						

**I. REDEVANCE AL'UNITE (\*\*)**  
(En euros par unité)

NST/R (1)	NST 2007 (1)				Désignation des marchandises	Débarquement	Embarquement Transbordement
	Division	Groupe	Catégorie	Sous-Cat.			
00	01	01.8			<b>ANIMAUX VIVANTS</b>		
					* poids < à 10 kg	<b>0,60</b>	<b>0,24</b>
					* d'un poids > ou = à 10 kg et < à 100 kg	<b>0,76</b>	<b>0,28</b>
					* d'un poids > ou = à 100 kg	<b>1,58</b>	<b>0,52</b>
9991					<b>VEHICULES NE FAISANT PAS L'OBJET DE TRANSACTIONS COMMERCIALES</b>		
	12	12.2	30.91.1	30.91.12	Véhicules à 2 roues	<b>0,14</b>	<b>0,14</b>
	12	12.2	29.10.2	29.10.32	Voitures de tourisme	<b>1,57</b>	<b>1,57</b>
	12	12.1	29.10.3	29.10.30	Autocars	<b>6,47</b>	<b>6,47</b>
	12	12.1			Véhicules avec caravane ou remorque, camping-car	<b>2,83</b>	<b>2,83</b>
				Camions d'un poids total à vide >= 5 t	<b>6,47</b>	<b>6,47</b>	
				Camions d'un poids total à vide < 5 t	<b>5,35</b>	<b>5,35</b>	
				Remorque ou semi-remorque vide	<b>5,68</b>	<b>5,68</b>	
				Remorque ou semi-remorque chargée (2)	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
					<b>CONTENEURS PLEINS (2)</b>		
	12	12.1			D'une longueur > = à 3 m et < à 6 m	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
				D'une longueur > = à 6 m et < à 8 m	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
				D'une longueur > = à 8 m et < à 10 m	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
				D'une longueur > = à 10 m	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

(2) Les marchandises transportées sont taxées au poids brut suivant la catégorie à laquelle elles appartiennent

(\*\*) En application des dispositions fixées par l'article R.5321-32 du Code des Transports

## **Article 8**

Conditions de liquidation des redevances du tableau figurant à l'article 7.

**8.1.** Pour chaque déclaration, les redevances prévues au tableau 1 figurant à l'article 7 du présent tarif sont perçues sur le poids global des marchandises appartenant à une même catégorie :

a) Elles sont liquidées :

- à la tonne, lorsque le poids est supérieur à 900 kilogrammes ;
- au quintal, lorsque ce poids est égal ou inférieur à 900 kilogrammes.

Toute fraction de tonne ou de quintal est comptée pour une unité.  
La liquidation de la redevance au quintal est égale au dixième de la liquidation de la redevance à la tonne.

**8.2.** Les déclarations doivent mentionner le poids brut total et le poids imposable par catégorie pour les marchandises faisant l'objet d'une redevance au poids brut et le nombre pour les marchandises, véhicules ou conteneurs faisant l'objet d'une redevance à l'unité.

A l'appui de chaque déclaration relative à des marchandises relevant de plusieurs catégories, le déclarant doit joindre un bordereau récapitulatif faisant apparaître le poids ou le nombre par article de déclaration et par catégorie. Ce bordereau doit être daté et signé par le déclarant.

**8.3.** Si toutes les marchandises font l'objet d'une même déclaration au poids, le redevable a la faculté de demander que leur ensemble soit soumis au taux applicable à la partie la plus élevée. Aucun bordereau récapitulatif n'est alors exigé ; la déclaration doit simplement mentionner le poids global des marchandises déclarées.

L'absence de bordereau récapitulatif équivaut à l'acceptation par le déclarant de la liquidation simplifiée et il ne sera donné suite à aucune demande ultérieure tendant à obtenir la révision sur la base de la perception par catégorie.

**8.4.** En application des dispositions de l'article R.5321-51 du Code des Transports :

- le minimum de perception est fixé à **9 €** par déclaration
- le seuil de perception est fixé à **4,45 €** par déclaration.

**8.5.** La redevance sur les marchandises n'est pas due dans les cas énumérés à l'article R.5321-33 du Code des Transports.

## Section 3

### Redevance sur les passagers

#### Article 9

Conditions d'application de la redevance sur les passagers prévue aux articles R.5321-34 à R.5321-36 du Code des Transports.

**9.1.** Les passagers débarqués, embarqués, transbordés sont soumis à une redevance de **3,83 €** par passager.

**9.2.** Ne sont pas soumis à la redevance sur les passagers :

- les enfants âgés de moins de quatre ans ;
- les militaires voyageant en formations constituées ;
- le personnel de bord ;
- les agents de l'armateur voyageant pour les besoins du service et munis d'un titre de transport gratuit ;
- les agents publics dans l'exercice de leurs missions à bord.

**9.3.** Les dispositions relatives aux abattements dans une limite de 50 % sont les suivantes :

- **50 %** pour les passagers ne débarquant que temporairement au cours de l'escale ;
- **30 %** pour les excursionnistes munis d'un billet aller et retour utilisé dans un délai inférieur à soixante-douze heures ;
- **20 %** pour les passagers transbordés.

## Section 4

### Redevance de stationnement des navires

#### Article 10

Conditions d'application de la redevance de stationnement prévue à l'article R.5321-29 du Code des Transports.

**10.1.** Les navires ou engins flottants assimilés, à l'exception des navires en activité de pêche relevant de l'annexe II, dont le séjour, soit en l'absence d'opérations commerciales, soit à l'exclusion du temps nécessaire aux opérations commerciales dans le port dépasse une durée de **3 jours**, sont soumis à une redevance de stationnement par jour de stationnement au-delà du délai de franchise, de **0,033 € par m<sup>3</sup>** du volume V du navire déterminé tel que défini à l'article 1.1. du présent tarif.

**10.2.** La redevance de stationnement est à la charge de l'armateur :

- le minimum de perception est de **23,96 €** par navire,
- le seuil de perception est fixé à **12,05 €** par navire.

**10.3.** Sont exonérés de la redevance de stationnement :

- les navires amarrés aux installations du port de plaisance ;
- les navires de guerre ;
- les bâtiments de service des administrations de l'Etat ;
- les navires affectés au pilotage et au remorquage qui ont le port de Port-Vendres pour port d'attache ;
- les bâtiments de servitude et les engins flottants de manutention ou de travaux.

**10.4.** Au-delà de la période de franchise, la redevance de stationnement est exigible le dernier jour de chaque mois calendaire et au départ du navire.

#### Article 11

Le présent tarif entrera en vigueur dans les conditions fixées aux articles R.5321-9 et R.5321-14 du Code des Transports.

## Section 5

### Redevance sur les déchets d'exploitation des navires

#### Article 12

Conditions d'application (cf articles R.5321-37, R.5321-38, R.5321-39 et R.5321-50 du Code des Transports).

**12.1.** Les navires de commerce et les bateaux de plaisance, ayant un agrément délivré par l'autorité maritime, compétente pour le transport de plus de 12 passagers faisant escale dans la zone A (installations portuaires commerce et passagers) du Port de Port-Vendres, sont soumis à une redevance sur les déchets d'exploitation des navires, conformément aux articles R.5321-37 - R.5321-38 - R.5321-39 et R.5321-50 du Code des Transports, composée des parties suivantes :

a) **Cas où le navire a fourni l'attestation de dépôt de ses déchets d'exploitation**

Redevance forfaitaire à la sortie, applicable à tous les navires, pour la collecte, le transport et le traitement des déchets solides d'exploitation des navires de :

♦ Navires de lignes régulières ouvertes au public selon un itinéraire et un horaire fixé à l'avance, de type 1 et 8 ⇒ **70,78 €**

♦ Autres navires :

Navire en cabotage < à 30.000 m3 ⇒ **75,03 €**

Navire en cabotage > à 30.000 m3 ⇒ **229,26 €**

Navire au long cours ⇒ **229,26 €**

b) **Cas où le navire n'a pas fourni l'attestation de dépôt de ses déchets d'exploitation**

Redevance supplémentaire, par application des taux indiqués ci-dessous, en euros par mètre cube :

♦ Navires de lignes régulières ouvertes au public selon un itinéraire et un horaire fixé à l'avance de type 1 et 8 ⇒ **0,01 euros / m3.**

♦ Autres navires :

Navire en cabotage < à 30.000 m3 ⇒ **0,01€ / m3**

Navire en cabotage > à 30.000 m3 ⇒ **0,0436 € / m3**

Navire au long cours ⇒ **0,0436 € / m3**

Le mode de navigation considéré (cabotage ou long cours) pour le calcul de la redevance est celui de l'entrée.

Cette redevance est liée aux déchets débarqués à l'arrivée du navire et non aux déchets produits durant l'escale, à charge pour le navire de commander et de payer l'évacuation et le traitement de ses déchets d'escale avant sa sortie sous contrôle de l'autorité portuaire.

## 12.2. Modulations

Pas de modulations prévues.

**12.3. Exemptions** (cf articles R.5321-38 et R.5321-39 du Code des Transports et article 11-II de l'annexe 1 de l'arrêté du 15 octobre 2001).

- Navires affectés à l'assistance aux navires, notamment aux missions de pilotage, de remorquage, de lamanage et de sauvetage.
- Navires affectés à la récupération des déchets et à la lutte contre la pollution.
- Navires affectés aux dragages d'entretien, à la signalisation maritime, à la lutte contre l'incendie et aux services administratifs.
- Navires en relâche forcée qui n'effectuent aucune opération commerciale.
- Navires qui, ne pouvant avoir accès à une installation portuaire, sont contraints d'effectuer leurs opérations de débarquement, d'embarquement ou de transbordement en dehors du port.
- Navires de guerre et navires exploités par l'état à des fins non commerciales.
- Navires de lignes régulières et à escales fréquentes justifiant d'un contrat de dépôt avec un port de l'Union Européenne.

## ANNEXE II

### **Redevance d'équipement des ports de pêche dans le port de PORT-VENDRES instituée en application du Code des transports, 5<sup>ème</sup> partie, Livre III : les ports maritimes**

*Tarif applicable à compter du 01/01/2024*

#### **Section 1**

#### **Redevance sur la valeur des produits de la pêche débarqués**

##### **Article 1<sup>er</sup> - Conditions d'application de la redevance d'équipement**

Le taux de la redevance est fixé à 3% de la valeur des produits de la pêche débarqués.

Cette redevance est perçue quels que soient le port de stationnement habituel et la nationalité du navire débarquant les produits de la pêche.

Le seuil de perception est fixé à 5,32 € par déclaration ou document en tenant lieu.

Le minimum de perception est fixé à 10,65 € par déclaration ou document en tenant lieu.

Pour les produits ne faisant pas l'objet d'une importation, cette redevance est due :

- s'il y a vente au débarquement, à raison de 1,5% de leur valeur par le vendeur, et de 1,5% de leur valeur par l'acheteur ;
- s'il n'y a pas de vente au débarquement, par les réceptionnaires des produits de la pêche ou leurs représentants.

## **Article 2**

Conditions d'application de la redevance d'équipement lorsque le port de débarquement est différent du port de stationnement habituel.

Pour les navires dont le port de stationnement habituel est PORT-VENDRES mais qui débarquent leurs produits dans un autre port où une redevance d'équipement des ports de pêche a également été instituée, le taux de la partie de la redevance à la charge du vendeur est le plus élevé des deux taux relatifs au port de stationnement habituel et au port de débarquement.

Les sommes ainsi perçues sont réparties conformément aux dispositions prévues à l'article R.5321-43 du Code des Transports.

## **Article 3 - Détermination de l'assiette de la redevance**

La valeur des produits de la pêche servant d'assiette à la redevance est déterminée :

1. Pour les ventes enregistrées en criée, d'après les registres officiels tenus à la criée dans le port de débarquement ;
2. Pour les ventes autres que celles enregistrées en criée, d'après les livres de marée tenus par les armateurs en vue de la détermination des salaires des équipages ou tout autre document reconnu valable par l'administration des douanes ;
3. Pour les produits importés, d'après la valeur reconnue en douane augmentée des droits et taxes perçus par l'administration des douanes ;
4. Dans les autres cas : en fonction des cours pratiqués le jour de débarquement à la criée de Port-Vendres ou chez les mareyeurs et usiniers locaux.

## **Article 4 - Conditions de perception de la redevance**

La perception de la redevance et, d'une manière générale, le contrôle des ventes des produits de la pêche débarqués dans toute la zone de perception incombent aux agents du service des douanes. Toutefois, en cas de nécessité, ces opérations pourront être effectuées par un personnel auxiliaire assermenté présenté par la Compagnie Port-Vendraise et commissionné à temps par le directeur régional des douanes.

Ces agents auxiliaires, appelés « agents de surveillance et de perception », sont sous les ordres du directeur régional des douanes et peuvent être licenciés par lui.

La redevance est payée à l'administration des douanes selon les modalités suivantes :

- pour les ventes en criée, dans les établissements prévus à cet effet, par le gérant qui doit retenir le montant de la redevance afférente aux ventes réalisées dans son établissement ;
- l'acheteur et le vendeur sont tenus solidairement responsables du paiement de la totalité de la redevance ;
- pour les ventes hors criées par les usiniers et mareyeurs qui doivent retenir la fraction due par les vendeurs et sont tenus pour responsables du paiement de la totalité de la redevance ;
- directement par les vendeurs qui opéreraient ailleurs qu'à la criée ou que chez les usiniers ou mareyeurs. Ces vendeurs doivent se faire verser la fraction de la redevance due par les acheteurs et sont tenus pour responsables du paiement de la totalité de la redevance ;
- par les conservateurs en même temps armateurs de pêche.

La redevance doit être acquittée immédiatement à l'administration des douanes.

- par les coopératives de Pêcheurs.

Le directeur régional des douanes ou son représentant pourra faire procéder par des agents de son service à toute vérification qu'il jugera nécessaire, notamment dans les écritures des redevables.

## Section 2

### **Redevance applicable aux produits de l'ostréiculture, de la mytiliculture et de la conchyliculture**

#### **Article 5 - Redevances dues sur les produits des parcs**

Les redevances dues sur les produits des parcs sont déterminées par application aux tonnages débarqués des taux suivants :

- huîtres	10,87 € par tonne
- moules	10,87 € par tonne
- coquillages	10,87 € par tonne

Le seuil de perception est fixé à 4,04 € par déclaration ou document en tenant lieu.

Le minimum de perception est fixé à 8,06 € par déclaration ou document en tenant lieu.

#### **Article 6 - Redevance due par les exploitants des parcs**

La redevance due par les exploitants des parcs est perçue dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article 4 du présent tarif.

Elle est payée à l'administration des douanes au moment du débarquement des produits.

#### **Article 7 - Conditions de perception**

Pour chaque déclaration, les redevances prévues au tableau de l'article 5 du présent tarif sont perçues sur le poids global des marchandises appartenant à une même catégorie.

Elles sont liquidées :

- à la tonne, lorsque le poids est supérieur à 900 kilogrammes ;
- au quintal, lorsque ce poids est égal ou inférieur à 900 kilogrammes.  
Toute fraction de tonne ou de quintal est comptée pour une unité.

La liquidation de la redevance au quintal est égale au dixième de la liquidation de la redevance à la tonne.

## **Section 3**

### **Article 8**

Le présent tarif entre en vigueur dans les conditions fixées par les articles R.5321-9 et R.5321-14 du Code des Transports.